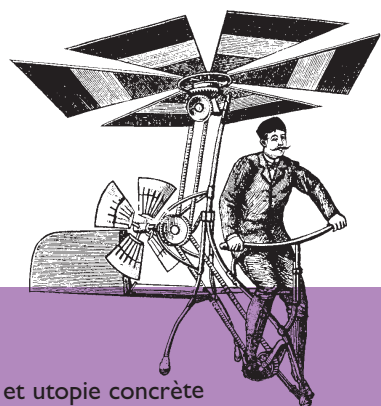


# Les Mondes du **Travail**



Semestriel • numéro 23 • novembre 2019 – avril 2020

## GRAND ENTRETIEN

**MICHEL LALLEMENT ET MICHÈLE RIOT-SARCEY** Entre réel de l'utopie et utopie concrète

**DOSSIER - LES UTOPIES AU TRAVAIL / coordination Séverin Muller**

Pensées et réalisations utopiques / **Séverin Muller**

Autogestion et utopie au travail : l'inclusion par le *faire* / **Camille Boulier**

Concilier travail et émancipation : « l'utopie réelle » des SCOP / **Ada Reicchart**

Mutualiser le travail : une utopie concrète ? /

**Justine Ballon, Catherine Bodet, Marie-Christine Bureau, Antonella Corsani, Noémie de Grenier, Anne-Laure Desgris**

Alterconso ou le difficile travail de concrétisation d'une utopie /

**Samuel Hévin, Clément Ruffier**

Une utopie en travail. Itinéraire d'une association féministe en cogestion /

**Auréline Cardoso**

Les entreprises récupérées en Argentine. Bilan de vingt années d'autogestion ouvrière /

**Juan Pablo Hudson**

La notion de travail à l'épreuve du terrestre. Dimensions utopiques de l'activité potagère /

**David Jamar, Arthur Klitsch, Jean Vandewattyne**

## D'ICI ET D'AILLEURS

Le retour à la terre de quatre intellectuels dans le Japon d'avant-guerre.

Le travail et la nature redécouverts à travers ses crises / **Kenjiro Muramatsu**

## NOTES DE LECTURE

David Graeber, *Bullshit Jobs* (Marc Loriol) // Lise Bernard, *La précarité en col blanc. Une enquête sur les agents immobiliers* (Françoise Piotet) // Maxime Quijoux (dir.), *Bourdieu et le travail* (Rachid Bouchareb) // Maxime Quijoux, *Adieux au patronat. Lutte et gestion ouvrières dans une usine reprise en coopérative* (Pascal Depoorter) // Rebecca Solnit, *A Paradise Built in Hell. The Extraordinary Communities That Arise in Disaster* (Stephen Bouquin).

## 1 grand entretien

### Réel de l'utopie ou utopie concrète ?

Entretien avec Michel Lallement, sociologue, et Michèle Riot-Sarcey, historienne.  
Entretien réalisé par Séverin Muller

3

## 2 dossier

Introduction

### Pensées et réalisations utopiques : la part du travail

Séverin Muller

21

### Autogestion et utopie au travail. Inclusion par le *faire*

Camille Boulier

37

### Concilier travail et émancipation : l'« utopie réelle » des Scop

Ada Reicchart

51

### Mutualiser le travail, une utopie concrète ?

L'expérience de Coopaname

Justine Ballon, Catherine Bodet, Marie-Christine Bureau, Antonella Corsani,  
Noémie de Grenier et Anne-Laure Desgris

65

### Le difficile travail de concrétisation d'une utopie

Le cas d'AlterConso

Samuel Hévin, Clément Ruffier

79

### Itinéraire d'une association féministe en cogestion

Auréline Cardoso

95

### Les entreprises récupérées en Argentine

Bilan après vingt ans d'autogestion ouvrière

Juan Pablo Hudson

107

### La notion de travail à l'épreuve du Terrestre : dimensions utopiques de l'activité potagère

David Jamar, Arthur Klitsch et Jean Vandewattyne

125

## 3 d'ici & d'ailleurs

### Retour à la terre de quatre intellectuels dans le Japon d'avant-guerre : le « travail » et la « nature » redécouverts à travers les crises

Kenjiro Muramatsu

139

## 4 notes de lecture

151

David Graeber, *Bullshit Jobs* (traduit de l'anglais par Elise Roy), Les liens qui libèrent, 2018 (Marc Loriol)

Lise Bernard, *La précarité en col blanc. Une enquête sur les agents immobiliers*. Préface d'Olivier Schwartz, Paris, Puf, col Le lien social, 2017, 340 p. (Françoise Piotet)

Maxime Quijoux (dir), *Bourdieu et le travail*, Presses universitaires de Rennes, collection « Le sens social », 2015, 369p. (Rachid Bouchareb)

Maxime Quijoux, *Adieux au patronat. Lutte et gestion ouvrières dans une usine reprise en coopérative*, Éditions du Croquant, 2018, 314 p. (Pascal Depoorter)

Rebecca Solnit, *A Paradise Built in Hell. The Extraordinary Communities That Arise in Disaster*, The Viking Press, 2009, 368 p. (Stephen Bouquin)

## Les entreprises récupérées en Argentine.

Bilan après vingt ans d'autogestion ouvrière

Juan Pablo Hudson\*

Traduction par Jose-Angel Calderon\*\*

**Résumé:** *Dans cet article, nous analysons deux décennies de récupérations d'usines par des ouvriers en Argentine, 350 cas qui dévoilent un processus de luttes autonomes inédit au niveau mondial. Les coopératives sont des processus ambivalents. La destitution du pouvoir patronal a permis l'écllosion d'une pensée, d'une créativité et de formes de solidarité mais aussi une prolifération de conduites individualistes, délématrices voire destructives entre les ouvriers. Les entreprises récupérées ont réussi à survivre aux stratégies imposées par le marché néolibéral, mais elles nagent souvent entre les économies de subsistance, la précarité financière et technologique, et les subventions étatiques. Cette génération ouvrière a poussé les frontières du possible, mais elle a aussi rencontré des limites et une incapacité à défaire l'organisation patronale du travail.*

*Mots clefs ; usines récupérées, coopératives ouvrières, luttes autonomes.*

Vingt ans se sont écoulés depuis les premières récupérations d'entreprises en Argentine. Des cas isolés de récupération s'étaient produits pendant la deuxième moitié des années 1990, mais le processus massif d'occupation forcée d'usines commence à partir des révoltes populaires de 2001, date qui marque politiquement le début du XXIème siècle dans le pays. Depuis, l'Argentine a connu six présidents de différents bords et des mutations économiques et financières qui l'ont transformée de fond en comble.

Les ouvriers ont montré qu'ils sont capables de trouver une solution, sans les patrons, à la crise terminale de leurs espaces de travail. Les entreprises sont récupérées exclusivement par les ouvriers de production. Les catégories administratives et managériales sont éjectées. A partir d'une planification rigoureuse, les travailleurs ont réussi à sortir de la crise et même, dans des multiples occasions, à produire une croissance économique, productive et commerciale. Le taux de fermeture des coopératives est étonnement bas : 3%. Les expériences sont toujours d'actualité en 2019, bien que souvent dans des conditions précaires. Les récupérations d'entreprises se sont poursuivies même pendant la phase de croissance économique et industrielle qu'avait connue l'Argentine pendant la première époque Kirchnériste, entre 2003 et 2009. C'est l'un des héritages principaux de cette génération ouvrière : l'occupation et la récupération sont devenues un outil du répertoire des luttes des travailleurs. Si les occupations des années 1960 ou 1970 faisaient partie du registre de mobilisation syndicale, celles-ci étaient conçues comme provisoires et se comprenaient comme une radicalisation transitoire des grèves. Au tournant du siècle, elles se pensent comme définitives.

Juan Pablo Hudson est docteur en sciences sociales à l'Université de Buenos-Aires, chercheur CONICET) et à l'Institut de recherche Gino Germani

José Angel Calderon est Maître de conférences en sociologie, Université de Lille, Clerse CNRS

Le Programme *Facultad Abierta* (2018) restitue l'ampleur du phénomène : en 20 ans, 384 entreprises ont été récupérées, 15 500 travailleurs se sont organisés en coopérative. 17% correspond à des entreprises de la métallurgie, 14% dans le secteur alimentaire, 11% dans celui des arts graphiques, 9% dans le textile et 6% dans l'industrie carnique, pour ne citer que les plus importantes.

La première étape de la récupération des entreprises, entre 1999 et 2003 concerne 128 entreprises, et se produit dans un contexte d'application intensive de recettes néolibérales de la part du gouvernement. Dans cette période, les ouvriers mettent en œuvre des principes radicalement démocratiques dans un contexte de luttes urbaines qui vont transformer la gouvernance des établissements : prises de décisions en assemblée, égalité économique dans la distribution des bénéfices économiques, soulagement de la discipline patronale, mise en articulation des expériences locales avec d'autres entreprises en crise et avec d'autres mouvements sociaux comme celui des *Piqueteros*, ouverture des entreprises aux quartiers et à la communauté (création de salles d'événements, de lycées populaires ou de centres culturels).

Pendant la deuxième étape (2003-2009), le nombre d'entreprises récupérées atteint 205. Le gouvernement de Néstor Kirchner (2003-2007) reconnaît les coopératives ouvrières et leur concède un soutien politique décisif, dans le cadre d'un rapprochement général des grandes instances de l'État aux principaux mouvements sociaux en lutte (chômeurs, droits de l'Homme, paysans...). À partir de 2004, se mettent en place des programmes spécifiques destinés à soutenir financièrement les entreprises récupérées (ERT dorénavant, selon la catégorie administrative en usage). La nouvelle administration entame une recherche sur les ERT, destinée à valoriser les savoirs ouvriers cumulés pendant les expériences d'occupation, dans un contexte de précarisation, chômage et pauvreté. Il en résulte la promotion d'un corpus théorique et pratique sur les modes d'auto-organisation déployés par les ouvriers. Les gouvernements progressistes stimulent le développement de coopératives ouvrières dans la mesure où l'économie et les marchés de consommation interne se développent de façon exponentielle. Pourtant, pendant cette deuxième période, les ERT, déjà bien installées dans un environnement économique et politique propice, commencent à privilégier l'efficacité économique à la radicalité politique et démocratique qui avait marqué l'orientation générale des récupérations pendant la première phase.

La troisième étape (2009-2015) voit le nombre d'ERT augmenter à 311, avec 13.500 travailleurs concernés. Il s'agit d'une étape de récession économique, et les ERT s'éloignent définitivement des mesures de radicalité démocratique qui avaient orienté leur gestation : le fossé entre les catégories administratives (présidents, secrétaires, trésoriers des ERT) et les travailleurs manuels se creuse, en même temps que les mouvements politiques qui articulaient les ERT autour d'objectifs communs se fracturent, la distribution économique des bénéfices répond à des critères statutaires et la prise de décision quitte les ateliers. Pourtant, c'est une époque dans laquelle les

gouvernements progressistes redoublent le pari pour les ERT, comme levier pour favoriser l'accès à des ressources monétaires à des chômeurs et travailleurs informels. Ces nouvelles coopératives financées par l'État sont une traduction étatique des projets de coopératives impulsés par les ERT et les mouvements Piqueteros, moins ambitieux sur le plan de la radicalité politique.

Enfin, la dernière étape (2015-2019) s'ouvre à partir de l'arrivée au pouvoir de l'entrepreneur Mauricio Macri, chef d'une alliance de droite. L'administration Macri met en œuvre un programme d'ajustement économique qui génère une brutale récession économique et détruit des milliers d'entreprises. L'ouverture des marchés à l'importation, la dévaluation du peso face au dollar, l'augmentation de l'inflation et la chute de la consommation interne, provoquent une crise industrielle comparable à celle de 2001. Les ERT entrent dans une phase d'instabilité, seulement en partie palliée par le maintien de certaines prestations sociale à leur adresse.

Nous analyserons trois dimensions importantes pour comprendre les ERT. Dans la première partie, Autonomie et marché, nous analysons la tension entre la souveraineté décisionnaire que les travailleurs ont cherché à exercer, et la rationalité marchande qui détermine et contraint cette orientation politique. Dans la deuxième, Autonomie et État, nous abordons la relation entre les coopératives ouvrières et les gouvernements progressistes (2013-2015) ainsi que le nouveau scénario politique qui se crée à partir de l'arrivée au pouvoir d'une coalition politique formée par des entrepreneurs. Enfin, dans la dernière section –Autonomie et Travail–, nous reviendrons sur les conflits intergénérationnels entre les ouvriers qui ont récupéré les entreprises et les jeunes ouvriers qui s'incorporent au fur et à mesure que les coopératives réussissent une croissance économique. Il s'agit d'une tension qui permet d'interroger les avancées et les limites politiques de ces expériences ouvrières.

La recherche qualitative qui nous permet d'écrire cet article débute en 2004. Pendant quinze ans nous avons réalisé des immersions ethnographiques dans des coopératives de la ville de Rosario (région de Santa Fe), et dans les mouvements sectoriels créés par les ERT. Ces cinq dernières années nous avons également réalisé des entretiens auprès de fonctionnaire d'État en charge des programmes de soutien financier des coopératives ouvrières.

## **I. Autonomie et marché**

L'autogestion ouvrière a deux phases principales. Dans une première, constituante, le processus implique la création d'un projet collectif, de (ré) invention d'un lien social détruit par l'affaiblissement progressif des sécurités économiques, sociales, professionnelles, affectives et relationnelles des ouvriers. Le projet coopératif ordonne et articule les individualités autour d'un nouvel horizon partagé. Cette première phase invente un dispositif collectif qui permet d'habiter la destruction générale. La deuxième phase quant à elle suppose le début de l'autogestion à proprement parler, et elle

implique le travail pour la recomposition de territoires saccagés par les effets dissolvants des marchés dans la vie communautaire. Cette deuxième phase inclut toutes les décisions prises par les ouvriers pour autogérer leur projet.

Les coopératives ouvrières commercialisent leurs produits et/ou services dans le marché néolibéral. Il n'existe pas de marché dans l'économie solidaire capable d'absorber leurs productions, ni d'État avec une volonté politique pour les privilégier. Cette situation met en relief l'existence de deux territoires : le premier, que l'on dénomme *interne*, permet l'expression d'une souveraineté pleine des ouvriers dans l'exercice de leurs prises de décision et des formes d'organisation autonomes. C'est le sens le plus exact de l'autogestion : un collectif qui construit ses propres normes. L'autre territoire,  *marchand*, est gouverné par des dynamiques néolibérales, par ses logiques de valorisation et par ses propres temporalités. Si le premier peut être synonyme d'autonomie pleine, le deuxième est un champ constitué par des forces hétéronomes qui impactent de façon déterminante sur l'organisation du champ *interne*.

Après la débâcle causée par les politiques néolibérales et la rapacité des entrepreneurs, les coopératives ont eu besoin de s'insérer dans les marchés de consommation, pour ensuite chercher à élargir leur participation commerciale. Une plus grande insertion induit une accélération des temps internes qui contraint la prise collective des décisions. A maintes reprises nous avons pu vérifier, même dans les coopératives les plus rentables, comment un retard dans une prise de décision stratégique, face aux fluctuations permanentes de la demande ou aux stratégies agressives de la concurrence, peut fragiliser la position de l'entreprise récupéré dans le marché, surtout dès lors qu'en règle générale les capacités technologiques sont très limitées. Un président d'une usine métallurgique nous disait à ce propos :

« Les prix nous sont imposés par le marché. C'est dingue. Une fois nous avons produit une lame que nous vendions à \$1200, le client l'a finalement achetée à une autre compagnie à \$1800. Nous ne comprenions pas pourquoi, mais pourtant c'était simple : ils produisaient à une vitesse très supérieure à la nôtre. Le client a passé commande avec une entreprise plus chère parce que le jour après ils avaient déjà les lames en usine. Pour nous le processus est toujours très lent : nous devons d'abord recevoir un échantillon, faire un projet, acheter le matériel, et enfin lancer la production. Ca nous prend un mois minimum. En plus, tout est tellement changeant, il y a tellement de types de lames différents ! Il est impossible d'avoir en stock toutes les variétés de lames pour qu'un jour un client vienne et en achète une parmi toutes celles que tu aurais pu fabriquer. Enfin, le marché est dans une course à l'innovation, c'est terrible. Aujourd'hui des nouvelles lames qui sont longues ainsi apparaissent, demain d'autres coupent ainsi ou ainsi. Tu achètes du matos pour une lame qui peut être utilisée dans telle machine, mais demain le client change sa machine et te demande de changer ta production du jour au lendemain et te laisse sur le carreau. Les brésiliens sont depuis peu dans le marché argentin, ils produisent un nouveau type de lame et ils ont tout inondé, les lames sont très différentes de celles que nous produisons, avec un matériel très avancé, ça nous a mis dans une réelle difficulté».

Les ouvriers disposent d'une souveraineté pleine pour fixer et réguler leurs propres règles internes, mais ce véritable exploit des récupérations est contraint par la nécessité de réadaptation permanente pour ne pas être expulsé des marchés. Les patrons ne sont plus là, mais c'est le marché qui impose aujourd'hui des dispositifs de normalisation très efficaces qui subordonnent la radicalité démocratique à l'efficacité économique, sans contrepartie ni garantie même de succès.

Mauricio Lazzarato (2006 :117) écrit que « travailler c'est être attentif aux événements, qu'ils se produisent dans les marchés, chez les clients ou dans les ateliers : c'est mettre en œuvre une capacité d'agir, d'anticiper, d'être à la hauteur. Cela implique de savoir apprendre des aléas et des mutations, devenir actif face à l'instabilité ». Dans ce scénario, pour le marché, il devient secondaire de chercher à intervenir de façon directe sur la vie des ERT, dans la mesure où il fixe les conditions de productivité auxquelles elles doivent se soumettre pour rester en vie.

Cela veut-il dire que les expériences autonomes ne réussissent pas à produire leurs propres temporalités ? Est-il possible de scinder les espaces interne et marchand ?

Les frontières entre ces deux espaces ont tendance à être diluées et les temps deviennent hétéronomes. Le témoignage qui suit synthétise ces ambivalences :

*« Pour moi cette voie est bien meilleure, parce que le marxisme, il propose quoi ? Que les moyens de production soient propriété de l'État, et que le prolétariat s'approprie l'État et qu'il contrôle la vie économique. Ce qui suit après, l'histoire l'a montré, c'est l'apparition d'une bureaucratie qui ankylose la vie politique. Mais ici c'est différent, personne ne me donne des ordres, même pas l'État [...]. C'est une autogestion totale. Personne ne me donne des ordres, sauf les lois du marché ».*

Le contrôle des moyens de production – réussite historique de plus de 15 000 ouvriers en Argentine – n'est pas synonyme de gestion autonome. Le contrôle ouvre potentiellement cette option, mais il ne l'institue pas de façon définitive. Notre travail de terrain nous a permis de détecter une contradiction apparente : plus le succès productif et commercial s'affirme, plus le marché détermine les temps et cadre des processus de prise de décision. Un ouvrier d'une entreprise laitière produit l'analyse suivante :

« Il faut apprendre vite sinon tu perds. Une fois on voulait nous acheter 9 000 plaquettes de beurre pour être utilisées par les entreprises mais sous leurs propres marques, pas la nôtre. Ils nous achetaient tout le stock que nous avions produit, ce qui nous faisait gagner beaucoup d'argent dont on avait besoin pour acheter des matières premières, c'était au début de la récupération. Mais nous nous sommes demandés : et après ? Cette vente signifiait pour nous la sortie des marchés, c'est-à-dire que notre marque n'allait plus avoir une présence dans les rayons des supermarchés, ce qui voulait dire une perte de visibilité malgré le gain immédiat. Je ne sais pas si nous avons bien choisi... ».



Une coopérative autogérée par les ouvriers peut disparaître si elle ne réussit pas à répondre efficacement aux injonctions du marché dans la plus grande célérité. Les produits sont attaqués par le virus de l'obsolescence, les clients se déplacent d'une partie à l'autre du pays et savent jouer le jeu de la concurrence. Il en va de même pour les risques de faillite. Les ouvriers peuvent définir des stratégies d'innovation continue : innover les produits et les processus, diversifier la production, élargir la clientèle. Mais en dernier ressort c'est toujours le marché qui finit par imposer les temps et les formes organisationnelles dont doit se doter l'ERT si elle veut rester en vie.

Il arrive que les coopératives ne réussissent pas à répondre aux demandes des marchés, faute de capital technique en mesure de leur permettre de varier rapidement les séries de production ou d'augmenter la productivité pour faire face à une commande importante. Les clients vont voir ailleurs. « Quand le marché nous fait une commande, il arrive que nous n'avons pas les matières premières pour le produire. Quand nous arrivons enfin à avoir une capacité de production, le marché s'est volatilisé » nous racontait un travailleur d'une usine métallurgique récupérée.

Est-il pour autant impossible, comme l'affirment certains observateurs, de soutenir le développement de projets productifs autonomes sans transformer au préalable les conditions générales du système capitaliste ? Nous préférons raisonner en termes d'ambivalences. Par moments, selon les contextes économiques et politiques, les possibilités de construction autonome peuvent être fortement contraintes, et les ouvriers articulent leurs décisions aux modes d'organisation et aux valeurs dominantes. Dans d'autres contextes, l'autogestion peut être synonyme d'exploration de pratiques qui cherchent à échapper à l'hétéronomie, selon des modalités qui dépendent des capacités politiques et des cadres de référence des ouvriers concernés. Nous pensons qu'il convient de fuir les catégories binaires qui classifient les ERT selon qu'elles soient plus ou moins révolutionnaires, plus ou moins alternatives, plus ou moins radicales... pour essayer de les comprendre dans un champ en dispute dans lequel elles testent sans cesse les limites des rapports de domination, et parviennent parfois à les tourner en leur faveur.

## 2. Autonomie et État

La relation difficile et changeante entre les ERT et l'État a peu suscité l'attention des analystes. L'essentiel du questionnement a porté sur l'effet des politiques néolibérales pendant les années 1990, à l'origine des faillites des entreprises qui devaient être par la suite récupérées par les ouvriers (Rebon, 2004 et 2007 ; Deux Marzi et Escobedo, 2005 ; Fernandez, 2006 ; Gracia et Cavaliere, 2007 ; Salgado, 2012). Les sciences sociales en Argentine se sont appropriées la discussion sur la relation juridique des coopératives avec l'État : devaient-elles se constituer en coopératives à propriété étatique mais sous contrôle ouvrier, ou devaient-elles garder une autonomie pleine ? Ce débat avait fait rage au début de la première phase de récupérations et avait été largement remporté par les partisans de la ligne autonome (Cafardo et Dominguez Font, 2003 ; Rebon, 2004 ; Magnani, 2003 ; Heller, 2004).

Pourtant, peu de travaux avaient abordé directement la relation entre ERT et les gouvernements progressistes (Nestor Kirchner 2003–2007 ; Cristina Fernandez 2007–2011), particulièrement la mise en œuvre de nouveaux modes de gestion et programmes d'incitation et d'accompagnement à la récupération d'entreprises en situation de crise terminale (Allegrone, Fernandes Alvarez et Partenio, 2007 ; Hudson, 2011, 2016, 2017 ; Programa *Facultad Abierta*, 2010, 2014). Ces politiques brisaient des décennies d'hostilité de la part de l'État vis-à-vis des coopératives ouvrières.

Quelle a été la nature de cette coopération entre l'État et l'ensemble des espaces de résistance au néolibéralisme pendant la décennie kirchneriste ? Dans la littérature concernant le mouvement des chômeurs ou *piqueteros*, certains n'ont cru voir qu'une simple forme de cooptation, d'institutionnalisation et de subordination (Svampa, 2003 et 2005 ; Svampa et Pereira, 2004 ; Zibechi, 2008 ; Fornillo, 2008 ; Massetti, 2009) de ces espaces de résistance, dans un processus qui visait une réaffirmation du rôle de l'État comme régulateur légitime de la vie sociale et économique, après la crise de 2001 qui avait été, aussi, une crise majeure de la démocratie représentative. D'autres travaux ont voulu sortir du schéma binaire autonomie-cooptation pour interroger la création d'un nouvel espace de négociation entre l'État et la société, espace qu'il fallait aussi questionner à partir des réalités vécues par les gens qui s'organisaient, constituant souvent un point aveugle de l'analyse (Schuttenberg 2014; Natalucci 2014; Perelmiter 2010). Ces réflexions peuvent être utiles pour interroger les relations essentiellement problématiques entre les ERT et les gouvernements progressistes.

A partir de 2003, le président Nestor Kirchner s'est proposé de reconstruire une capacité de gouvernance mise à mal par une intense occupation de l'espace public de la part de collectifs très nombreux et très hétérogènes qui avaient acquis des niveaux élevés d'auto-organisation sociale et politique. Les mouvements d'entreprises récupérées, de chômeurs et de paysans (parmi d'autres) avaient mis en place des projets productifs qui avaient permis de résoudre le problème de la subsistance de franges importantes de la population exclue du marché et des systèmes de protection sociale. Pour le nouveau gouvernement, il devenait incontournable d'établir un dialogue avec ces mouvements, de les assister mais aussi de les comprendre, de façon à mettre en place une nouvelle politique sociale qui devait s'appuyer sur les connaissances et les réseaux que ces vastes mouvements avaient produits et consolidés.

En 2004 le gouvernement a lancé les premiers programmes sociaux de soutien au coopérativisme pour les collectifs de chômeurs. Et bien qu'ils aient été au départ présentés comme une réponse conjoncturelle à la récession, leur expansion sur la période 2003–2015 montrait à la société argentine que la reconstruction d'une néo-société salariale n'était plus possible. La chute du taux de chômage avait certes été due à une revitalisation de certaines branches de l'industrie, capable de générer jusqu'à cinq millions d'emplois, selon les données du Ministère du Travail (MTEySS, 2010), et à une politique de subventions pour accompagner les stratégies de subsistance d'une large frange de la population considérée comme inemployable.

En ce qui concerne les ERT, le kirchnérisme mit aussi en place des équipes et des programmes spécifiques qui produisirent une prolifération de canaux de communications inédits. Les coopératives furent approchées par des fonctionnaires d'État soucieux de comprendre la nature et l'ampleur du phénomène. Ce souci est au cœur du premier rapport du Programme de Travail Autogéré lancé par le Ministère du Travail pour soutenir financièrement les ERT :

Une partie substantielle du travail réalisé a consisté en l'identification des travailleurs de chacune des Entreprises et Usines récupérées, pour faire connaître notre Programme. Nous avons depuis le début considéré que les lignes d'action majeures de notre Programme devaient être connues de l'ensemble des E/FR [Entreprises et Usines Récupérées] pour favoriser un accès démocratique aux informations et ressources disponibles (Programa de Trabajo Autogestionado, Ministère du Travail, 2004)

Une ouvrière d'une ERT nous livre une lecture des échanges qui se créent alors entre les fonctionnaires et les ouvriers :

*« Entre 2000 et 2003 nous n'avons jamais été reçus par l'État (...) Mais avec l'État National, beaucoup de choses ont changé. Et c'est facile à voir puisqu'au sein du Ministère du Travail s'était créé un programme spécial pour les entreprises autogérées qui travaillent bien. Là il y a des gens qui viennent à la rencontre des entreprises, connaissent leurs problèmes, les prénoms des travailleurs, proposent de l'aide pour mettre en place les programmes, les adaptent en fonction des besoins. Il y a des fonctionnaires de deuxième et troisième niveaux qui sont présents, qui donnent un soutien indispensable au quotidien, selon les besoins, pour construire les projets, qui nous donnent toute notre place pour produire les programmes, pour aider les entreprises de la façon la plus efficace possible. En contrepartie, il est vrai que nous manquons de moyens, que les fonds que nous pouvons solliciter au Ministère sont insuffisants et que nous aurions besoin de beaucoup plus. Mais d'un autre côté, il y a un vrai accompagnement pour aider les entreprises dans la mesure de leurs possibilités limitées ».*

Le Programme de Travail Autogéré est créé pour distribuer des subventions et pour étudier les formes de fonctionnement des ERT. Les conventions consistaient en un complément économique pour chaque travailleur des ERT subventionnées qui complétait la répartition des bénéfices entre les associés. Ensuite, des subventions étaient accordées pour l'acquisition de matières premières, maintenance et réparation des équipes, reconditionnement des infrastructures, assistance technique spécifique et soutien à la commercialisation. A partir de la fin 2007, le Ministère du Travail envisage la possibilité d'étendre le Programme à d'autres coopératives :

Si dans les premières années post-crise le Ministère du Travail avait dû jouer un rôle en tant que gestionnaire de la politique sociale, par le biais des réponses apportées aux projets de travailleurs chômeurs qui étaient apparus clairement comme des alternatives face à la crise, le défi actuel consiste à assimiler le concept de « travail autogéré sous forme associative » comme une alternative dans le monde du travail [...]. La politique qui prend appui

sur l'emploi comme point nodal de l'articulation de la vie de la citoyenneté et de la destinée économique du pays nécessite l'incorporation des processus dont les travailleurs sont les acteurs principaux : auto-emploi, entrepreneuriat et travail autogéré associatif sont le défi pour le « plein emploi » de l'Argentine d'aujourd'hui et de demain (MTEySS [Ministère du Travail], 2010)

Les recherches menées par l'État sur les modalités d'autogestion ouvrière ont pris la forme d'enquêtes mais aussi de journées de discussion et débat. Progressivement l'État commence à caler ses propres plans d'emploi et d'inclusion sociale sur la base des modes d'autogestion populaires. Il ne s'agit pas d'une simple réplique mais d'une traduction plus institutionnelle et pragmatique de ces productions autonomes. Les gouvernements progressistes ont compris par exemple que ce type de coopératives pouvait fonctionner avec un investissement initial très bas. La traduction étatique de l'élan ouvrier coopérateur laissera de côté le rejet des organisations syndicales et patronales, le questionnement de la loi du travail et plus largement de l'État lui-même dans la colonisation progressive du néolibéralisme de tous les espaces économiques et sociaux argentins.

En 2013, le nombre total de projets coopératifs financés par le Programme de Travail Autogéré augmentait au-delà des ERT : sur les 786 unités de production subventionnées, seulement 318 (40%) étaient issues des processus de récupération. Fin 2015, ce pourcentage avait chuté à 28% (350 sur 1249 coopératives) (MTEySS, 2015).

Entre 2004 et 2015, 43 000 travailleurs de 1 249 unités de production ont bénéficié de subventions allouées par le Programme de Travail Autogéré. On y retrouve des travailleurs des ERT ; des coopératives créées par d'autres organisations sociales intégrées par des travailleurs vulnérables et chômeurs de longue durée ; enfin, des travailleurs d'« un ensemble de coopératives créées par l'État pour contrecarrer les cycles dépressifs de l'économie et soutenir l'emploi » (MTEySS, 2015).

La promotion de coopératives fut l'un des leviers activés par les gouvernements progressistes pour générer des recettes économiques dans des conditions post-salariales, là où la structure industrielle argentine, clairement périphérique, n'était plus en mesure d'employer des franges entières de la population expulsées aux marges des marchés.

En décembre 2015, le cycle politique progressiste arrive à son terme, mais l'arrivée au pouvoir d'une alliance conservatrice n'a pas été synonyme d'une remise en question du Programme. Au contraire, les budgets alloués au Ministère du Travail ont augmenté dans la période 2016-2017. Une fonctionnaire du Ministère le confirme dans un entretien : « Nous n'avons pas subi de restriction budgétaire. Au contraire, les montants ont considérablement augmenté. Nous avons maintenant une instance qui contrôle l'attribution des subventions, mais jusque-là nous n'avons pas eu de refus » (Fonctionnaire du Ministère du Travail).

L'austérité imposée par le gouvernement Macri n'a pas concerné le secteur stratégique de la promotion de l'autogestion qui, au contraire, a été renforcée pour absorber les effets néfastes de la libéralisation économique ces dernières années : ouverture indiscriminée des marchés aux importations ; augmentation brutale de la facture de l'électricité, de l'eau, du gaz ; politique inflationniste. Une nouvelle crise industrielle, particulièrement dans les petites et moyennes structures productives et entrepreneuriales, a motivé une augmentation exponentielle des demandes de subvention.

« Les coopératives avec qui on travaillait depuis plusieurs années [...] sont retombées dans une situation de crise [...] et de nouvelles coopératives ont besoin de subvention à cause de la crise. Elles ont perdu en moyenne 40% de la production » (Fonctionnaire Ministère du Travail)

Le gouvernement de Mauricio Macri (2015/2019) a bénéficié d'un vaste réseau étatique de soutien à l'emploi coopératif qui a permis d'assister la population expulsée par les marchés du travail formel. Ces « inemployables » (Natalucci, 2012 ; Scarfo, Highton et Hopp, 2009) avaient dû mettre en place des méthodes associatives empruntées aux organisations de *piqueteros* et aux ERT. Le gouvernement Macri utilise ce réseau pour atténuer l'impact des politiques néolibérales sur les populations paupérisées et, en dernière instance, pour contenir les conflits sociaux potentiels. De fait, les seules lignes budgétaires qui ont augmenté sont celles destinées à soutenir les coopératives formées par des chômeurs et des travailleurs vivant de façon pérenne dans l'économie informelle.

### 3. Autonomie et travail

Pendant mon travail de terrain en ERT, un problème politique de premier ordre apparût : les conflits générationnels entre les ouvriers qui ont récupéré les entreprises et les jeunes ouvriers qui s'y incorporent à mesure que les coopératives stabilisent leur trajectoire économique, productive et commerciale.

La première ligne de tension a concerné le mode d'incorporation de ces jeunes, puisque certaines coopératives refusaient de les intégrer en tant qu'associés, mais plutôt comme employés, alors que la Loi des Coopératives argentine interdit la subordination formelle dans ce type de structure : après trois mois où ils doivent faire leurs preuves, les stagiaires doivent être titularisés en tant qu'associés, et sinon licenciés. Entre 2004 et 2010 les discussions au sein des ERT ont été intenses : comment des ouvriers prétendaient-ils être chefs d'autres ouvriers ? Comment des ouvriers refusaient-ils à d'autres ouvriers une égale considération ?

Je vais m'appuyer sur deux ERT qui ont fait partie de mon échantillon : la coopérative Mil Hojas, dédiée à l'élaboration de pâtes fraîches, et la verrerie Vitrofin, dédiée à la production de pièces en verre. Mil Hojas refusa l'incorporation de jeunes travailleurs –entre 18 et 25 ans – en tant qu'associés, tandis que Vitrofin les accepta.

Voici quelques raisons déployées par un travailleur pour justifier l'association de jeunes :

*« Nous avons lutté pour obtenir certaines choses, et une personne nouvelle qui arrive entend avoir les mêmes droits. Et toi qui as dû répondre à 10 000 sollicitations... Tu t'es battu, tu as travaillé gratos pour acheter de la matière première pour l'usine... et maintenant les autres qui arrivent vont toucher le même pourcentage que toi ? Par ailleurs, les jeunes sont plus nombreux aujourd'hui dans l'usine que les associés. Si tu les incorpores en tant qu'associés, ils peuvent remporter les assemblées, des gamins de 20 ans, et ils peuvent faire ce qu'ils veulent avec l'usine ».*

Pour sa part, un ouvrier de Vitrofin synthétisait la position contraire :

*« Les personnes que nous avons incorporées sont devenues associées de plein droit. C'est une décision que nous avons prise. Tous les mois ils reversent une petite partie de leur salaire pour se mettre au niveau de participation des autres associés. Pour nous ça a supposé un défi énorme ».*

Voici l'essentiel des différences. Mais la dernière phrase du verbatim suggère l'existence de problèmes communs à toutes les ERT qui étaient en lien avec ce que les travailleurs qui avaient récupéré les usines (dorénavant les vieux militants) pensaient des comportements des jeunes (les pibes), et qui prenait la forme d'un conflit culturel et générationnel :

*« Depuis quelques semaines on a dû rétablir une forme de rigueur parce que le manque de contrôle est devenu catastrophique. Les pibes s'absentent sans justification. Il faut marquer les limites, parce qu'ils s'absentent, ils arrivent en retard, ils ne s'engagent pas [...]. Alors, ce que tu ne comprends pas, c'est que ces pibes que nous avons embauchés, ils travaillaient avant pour dix pesos, au noir, ils travaillaient douze heures, sans prestations supplémentaires, et quand ils étaient appelés, ils travaillaient et sinon rien. Ici, ils ont un salaire qui leur est attribué par la convention collective, ils ont des droits, l'assurance, les primes, le repas s'ils restent à midi, les heures sup... et ne se pressent pas de travailler » (Travailleur de Mil Hojas)*

Au départ, je pensais que le comportement des jeunes était motivé par les conditions de leur incorporation à la coopérative, mais plus tard j'ai compris que l'ensemble des travailleurs vieux militants faisait part des mêmes problèmes avec les pibes : absentéisme, refus de l'autorité, détachement, manque d'implication. Une dimension importante du problème était l'application des mesures disciplinaires. Face à ces transgressions de normes, les vieux militants appliquaient les mêmes mesures disciplinaires qu'ils avaient subies de la part des patrons, ou bien ils intégraient des primes pour augmenter la motivation. Mais ces mêmes mesures qui les avaient profondément marqués pendant leur socialisation usinière ne provoquaient que des changements de comportement superficiels chez les pibes.

Les méthodes disciplinaires qui éduquaient, socialisaient et produisaient un type spécifique d'ouvrier usinier, sont devenues obsolètes dans le nouveau contexte. Les pibes ne se sentent plus concernés puisqu'ils n'ont pas été socialisés à la subordination des codes et des préceptes du travail usinier. Il s'agit

de jeunes socialisés dans la plus grande précarité professionnelle, et l'une des conséquences est la frustration, le désarroi, et les conflits avec les vieux militants.

Les témoignages de désaccords abondent, tant à Mil Hojas qu'à Vitrofin: « Je n'arrive plus à comprendre leur rapport au travail. Au plus fort de la crise, avant la récupération, nous étions là à cinq heures, tous les matins, nous attendions que le patron arrive pour ouvrir l'usine, pour entrer travailler. A la fin il devait nous dire, che, partez ! » (ouvrier Mil Hojas). Un ouvrier de Vitrofin pointe encore un autre problème : « Je n'ai plus de patience avec eux. Je pensais qu'ils pouvaient avoir une valeur pour la coopérative, je pensais qu'ils pouvaient s'enthousiasmer, penser à l'avenir, et pas seulement au fric, mais les *pibes* vivent la vie différemment à nous. L'avenir est important pour moi et pour le conseil d'administration, mais pas pour eux ».

Ce manque d'engagement est devenu incompréhensible pour les vieux militants, qui sont impliqués, s'acquittent des factures, des salaires et des charges sociales. Le point de vue des jeunes est différent et s'explique en partie par leur expérience chaotique du travail qui les a mené à circuler entre différents statuts, voire à les combiner : travail au noir, CDD de courte durée, chômage, subventions étatiques... Une histoire à l'opposé de celle des vieux militants qui, des décennies durant, avaient été employés dans la même entreprise jusqu'à sa récupération. Les *pibes* expliquaient l'absentéisme et l'abandon de poste par la fatigue et l'ennui causé par la répétition des tâches et la monotonie, parce qu'ils décrochaient une autre occupation ou parce qu'ils n'avaient plus envie de travailler dans la coopérative. Ils n'étaient aucunement touchés par la lutte ouvrière épique pour la récupération des usines. Même, l'idée weberienne de carrière et de récompense ultérieure qui payerait l'effort présent consenti, ne leur parlait plus. La triangulation entre subvention étatique, travail au noir et *changas*<sup>1</sup> les séduisait bien plus que le salaire. Ce conflit culturel et ce rapport différent au travail expliquait qu'ils ne se pensaient pas ouvriers comme les autres, et que les autres ouvriers ne les pensaient pas comme de vrais ouvriers, des camarades ou même des collègues, mais des *pibes*. Cette dénomination exprime une fracture irréversible entre deux générations ouvrières causée par les effets déstructurants des politiques néolibérales.

Pour les vieux militants, la condition ouvrière se construit à partir de l'engagement et de la responsabilité. En échange, l'entreprise fournissait des sécurités de toutes sortes. Ce contrat moral s'effondre à la fin des années 1990. Les *pibes* ne voient pas le travail de la même façon, comme en témoigne un jeune travailleur de Mil Hojas :

*« Je manque beaucoup le boulot. Par exemple, vendredi je fais la fête, jusqu'à lundi. Le travail, ça m'est égal. Bon, un peu seulement, si on me punit. Mais si on me licencie, je trouve ailleurs [...]. Ce que je ne comprends pas c'est que si l'heure sup est optionnelle, pourquoi ils se fâchent si tu ne veux pas en faire ? C'est ça qui ne me plaît pas ici. Je ne veux pas être enfermé dans l'usine à longueur de journées : tu entres à 6 heures du matin et repars à 18 heures. Mais non,*

1. Travail très transitoire qui permet de gagner un argent facile et rapide.



*ce n'est pas possible. Je ne peux pas aller me balader, et encore je n'ai pas de famille, sinon... Le travail c'est bien, mais tu es enfermé dans une cage [...]. Moi l'avenir je ne le vois pas, je m'occupe de ma vie, l'avenir arrive tout seul. J'ai appris ça de mon grand-père : l'avenir vient tout seul ».*

Les conflits entre vieux militants et pibes mettent en jeu des imaginaires différents quant au travail et la vie. Ces différences permettent de comprendre certaines limites dans la critique matérielle à la culture capitaliste du travail que les ERT n'arrivent pas à assumer complètement et que l'attitude des jeunes, plutôt dépolitisée et individualiste, dévoile malgré tout : le dévouement total et absolu au travail en usine, la naturalisation de l'ennui et la monotonie, le manque de temps à soi, la confusion entre travail et identité, entre travail et sacrifice, entre autres aspects.

Pour les vieux militants il n'y a pas d'enjeu à modifier les piliers de l'imaginaire capitaliste du travail, et pour les jeunes ouvriers, le manque de politisation empêche de penser les logiques qu'ils refusent tant en tant que problème collectif.

## Conclusion

Le Collectif Situaciones (Hudson, 2011 : 220) écrit sur les entreprises récupérées:

*« C'est l'histoire d'une expérience qui probablement n'arrivera plus. L'occupation d'usines demande une forme d'engagement, des savoirs, une disposition à l'effort, autant de traits de caractère qui ne sont plus portés aujourd'hui que par les dernières générations d'ouvriers d'usine. Cette intuition explique la tristesse et les dilemmes qui font la relation entre les vieux militants et les pibes. Comment les incorporer en tant qu'associés (comment les considérer égaux ?) si rien ne leur fait mal, s'ils ne s'activent jamais, s'ils s'absentent sans justification, s'ils ne comprennent pas le sens profond qui se cache derrière le dévouement et l'effort au travail ? [...]. »*

Désillusion des vieux militants : frustration du transfert générationnel. Ils ont oublié qui ils étaient quand ils étaient jeunes, quand ils voient les pibes. Comme si l'occupation de l'usine nécessitait une intense socialisation à la discipline d'usine, pour la rendre à la fois possible et désirable. Si on enlève ce substrat, semblent penser les vieux militants, ce passé, cette expérience de lutte et d'obédience, comment assumer l'engagement que suppose l'autogestion ouvrière ? Premier point, alors : l'occupation de l'usine est au cœur d'une relation enchantée avec le monde usinier, et elle est en même temps nécessaire pour la transformer.

Les récupérations d'usines se sont poursuivies pendant les périodes de forte croissance économique (entre 2003 et 2007). Mais ces récupérations ont aussi dévoilé une reproduction des subjectivités ouvrières, usinières. Un type de production ouvrière socialisée dès le plus jeune âge sous les préceptes et les codes disciplinaires du système usinier. Il s'agit de travailleurs pour qui l'effort au travail est synonyme de dignité, et se trouve à la base de leur identité. Cette subjectivité ouvrière a été en mesure de porter un pro-



cessus de lutte et de récupération d'au moins 350 entreprises en faillite. Mais elle s'est en même temps montrée incapable de se dépasser, de questionner l'organisation usinière elle-même et la culture du travail capitaliste. Les mesures les plus radicales mises en place dans les phases initiales du mouvement de récupération (assemblées, distribution égalitaire des recettes économiques, atténuation, élimination ou restructuration des hiérarchies patronales, ouverture aux quartiers) ont connu un déclin un peu partout, à quelques exceptions près.

Les ERT incarnent un processus très XXI<sup>e</sup> siècle, mais avec une cosmovision politique pleinement XX<sup>e</sup> siècle. D'où la distance irréconciliable avec les subjectivités plus jeunes. Quels jeunes sont disposés à donner leur vie pour maintenir leur travail en usine ? Quels jeunes égalisent aujourd'hui leur identité et leur emploi ?

Les ERT sont très précieuses mais elles appartiennent à un autre paradigme qui n'est plus en phase avec les tendances massives de notre époque. L'incorporation progressive de jeunes dévoile des dimensions peu questionnées : passer sa vie enfermé en usine, l'ennui, la monotonie, l'importance grandissante du temps à soi dans la vie des ouvriers, la perte de sens du sacrifice, enfin, la production d'images alternatives du bonheur et d'une vie bonne qui ne se limitent pas à la consommation de biens imposée par le marché néolibéral.

Pour autant, pas de découragement. Au moment même de l'une des pires crises économiques en Argentine, les ouvriers ont poussé les limites du possible. Ils n'ont pas hésité à questionner la propriété des entreprises et se les approprier. Chaque génération ouvrière laisse un héritage. Aux générations successives de pousser au-delà les limites de ce qui devient évident ensuite. Les ouvriers ont montré des difficultés pour construire des mouvements sectoriels capable de disputer et négocier avec l'État, et de se protéger des marchés. Les coopératives naviguent trop souvent seules dans les eaux troubles des marchés. Pourtant, des expériences apparaissent, comme la toute nouvelle Confédération de Travailleurs de l'Economie Populaire (CTEP) qui inclue les travailleurs informels (vendeurs de rue, agriculteurs informels, travailleurs précaires à domicile dans le textile, recycleurs, entreprises récupérées, etc.) qui attestent la vitalité politique des ouvriers. Cela n'aurait pas été possible si 15 000 camarades n'avaient pas donné leur vie pour récupérer les entreprises.

## BIBLIOGRAPHIE

- Allegrone, V., Fernández Álvarez I. y Partenio F. (2007). *Pensando en los dilemas de la autogestión en los procesos de recuperación de empresas y fábricas*.
- Cafardo, A. y Domínguez Font P. (2003). *Autogestión obrera en el siglo XXI: Cambios en la subjetividad de los trabajadores de empresas recuperadas, el camino hacia una nueva sociedad*. Buenos Aires: Centro Cultural de la Cooperación.
- Fajn, G. (2003) *Fábricas y empresas recuperadas. Protesta social, autogestión y rupturas en la subjetividad*. Buenos Aires: Instituto Movilizador de Fondos Cooperativos.
- Fernández, A. M. (2006) *Política y Subjetividad. Asambleas barriales y fábricas recuperadas*. Buenos Aires: Tinta Limón Ediciones.
- Fornillo, B. (2008) "Derivas de la matriz nacional popular: el pasaje de la movilización a la estatización del Movimiento Barrios de Pie durante el kirchnerismo (2001-2007)", En S. Pereyra, G. Pérez y F. Schuster (comps.) *La huella piquetera. Avatares de las organizaciones de desocupados después de 2001*. Buenos Aires: Ediciones Al margen, 2008:183-203.
- Gracia, M. y Cavaliere, S. (2007) "Repertorios en fábrica: la experiencia de recuperación fabril en Argentina, 2000-2006". *Revista Estudios Sociológicos*. 73:155-186.
- Heller, P. (2004) *Fábricas recuperadas. Argentina 2000-2004*. Buenos Aires: Rumbos.
- Hudson, J. P. (2011) *Acá no, Acá no me manda nadie. Empresas recuperadas por obreros 2000-2010*. Buenos Aires: Tinta Limón Ediciones.
- Hudson, J. P. (2016) "Políticas públicas y empresas recuperadas por sus obreros en Argentina. Un análisis del Programa de Trabajo Autogestionado 2004-2012". *Revista de Ciencias Sociales Apuntes*. 79:157-184.
- Hudson, J. P. (2017) "Gobiernos progresistas y autogestión en la Argentina 2003-2015: cooperativas antiestatales, sintéticas y anfibas". *Revista Latinoamericana de Estudios del Trabajo*. 34:91-122.
- Jefatura de Gabinete de Ministros de la Nación (2015), *Memoria detallada del Estado de la Nación 2013*.
- Lazzarato, M. (2006) *Políticas del acontecimiento*. Tinta Limón ediciones: Buenos Aires.
- Magnani, E. (2003) *El cambio silencioso. Empresas y fábricas recuperadas por los trabajadores en la Argentina*. Buenos Aires: Prometeo.
- Massetti, A. (2009) *La década piquetera. Acción colectiva y protesta social de los movimientos territoriales urbanos*. Buenos Aires: Trilce.
- Ministerio de Trabajo, Empleo y Seguridad Social (2010) *Trabajo y Empleo en el bicentenario (2017)*. Trabajo y Empleo en el bicentenario. Cambio en la dinámica del empleo y la protección social para la inclusión Período 2003 – 2010, Documento MTEySS, p. 36.
- Natalucci, A. (2012) "Políticas sociales y disputas territoriales. El caso del programa Argentina Trabaja". *Revista de Perspectivas de Políticas Públicas* 3:126-147.
- Natalucci, A. (2014) "La recreación de la gramática movimientista de acción colectiva: movimientos sociales y nuevas institucionalidades". En Pablo Forni y Luciana Castronuevo (comps.) *Ni piqueteros ni punteros: organizaciones populares durante el kirchnerismo*. La Plata: Edulp, 2014:149-166.
- Perelmiter, L. (2010) "Militar el Estado. La incorporación de movimientos sociales de desocupados en la gestión de políticas sociales. Argentina (2003-2008)". En Ernesto Villanueva, Astor Massetti y Marcelo Gómez (comps.), *Movilizaciones, protestas e identidades políticas en la Argentina del bicentenario*. Buenos Aires: Lugar, 2010:132-152.
- Programa de Trabajo Autogestionado (2004) Informe anual. Buenos Aires: MTEySS.
- Programa de Trabajo Autogestionado (2010) Informe anual. Buenos Aires: MTEySS.
- Programa de Trabajo Autogestionado (2013) Informe anual. Buenos Aires: MTEySS.

- Programa de Trabajo Autogestionado (2015) Informe anual. Buenos Aires: MTEySS.
- Programa Facultad Abierta (2010) Informe del Segundo Relevamiento de Empresas Recuperadas por sus trabajadores. Buenos Aires: Universidad de Buenos Aires.
- Programa Facultad Abierta (2014) *Informe del Tercer Relevamiento de Empresas Recuperadas por sus trabajadores*. Buenos Aires: Universidad de Buenos Aires.
- Programa Facultad Abierta (2018) *Las empresas recuperadas por los trabajadores en el gobierno de Mauricio Macri. Estado de situación a octubre de 2018*. Buenos Aires: Universidad de Buenos Aires.
- Rajland, B. y Campione D. (2006) "Piqueteros y trabajadores ocupados en la Argentina de 2001 en adelante. Novedades y continuidades en su participación y organización en los conflictos". En G. Caetano (comp.) *Sujetos sociales y nuevas formas de protesta en la historia reciente de América Latina*. Buenos Aires: Clacso, 2006:297-330.
- Rebón, J. (2004) *Desobedeciendo al desempleo. La experiencia de las empresa recuperadas*. Buenos Aires: Picaso/La rosa blindada.
- Rebón, J. (2007) *La Empresa de la Autonomía. Trabajadores Recuperando la producción*. Buenos Aires: Colectivo Picaso.
- Salgado, R. (2012) *Los Límites de la Igualdad. Cambio y reproducción social en el proceso de recuperación de empresas por sus trabajadores*. <http://catalogosuba.sisbi.uba.ar/vufind/Record/http%253A%252F%252Fwww.sociales.uba.ar%252Ftesis%252FASO00000463> accesado 4 de julio de 2017.
- Scarfó, G., Hopp M. y Highton C. (2009) "Reflexiones en torno al concepto de inempleabilidad: consideraciones para pensar la política social". *Revista Plaza Pública*, Vol II. N° 2, pp. 8-20. Tandil, Carrera de Trabajo Social de la Facultad de Ciencias Humanas de la Universidad Nacional del Centro de la Provincia de Buenos Aires.
- Schuttenber, M. (2014) "El campo nacional y popular durante el kirchnerismo: una aproximación a las diferentes experiencias históricas, identidades y tradiciones políticas que reconfiguraron ese espacio desde el 2003". En Pablo Forni y Luciana Castronuevo (comps.) *Ni piqueteros ni punteros: organizaciones populares durante el kirchnerismo*. La Plata: Edulp, 2014:99-127.
- Svampa, M. (2003) *Cinco Tesis sobre la nueva matriz popular*.
- Svampa, M. (2005) *La sociedad excluyente*. Buenos Aires: Taurus.
- Svampa, M. y Pereyra S. (2004) *Entre la ruta y el Barrio: Las organizaciones piqueteras*. Buenos Aires: Biblos.
- Zibechi, R. (2008) *Territorios en resistencia. Cartografía política de las periferias urbanas latinoamericanas*. Buenos Aires: LaVaca.